

Créer ensemble la prospérité : Un Canada plus riche grâce à la recherche et à l'innovation

Discours de Paul Lévesque
Président, Pfizer Canada Inc.

Cercle canadien de Montréal
8 juin 2009

Il y a à peine un an, le contexte était beaucoup plus stable et, en apparence, prévisible. Mais ce n'est malheureusement plus le cas... Les compressions, faillites, pertes d'emplois et déficits font maintenant les manchettes tous les soirs.

Pourtant, je vois dans ces bouleversements une occasion bien réelle pour le Canada. En effet, la récession mondiale nous a tous obligés non seulement à revoir notre façon de faire des affaires, mais aussi à se questionner sur le pourquoi de nos activités commerciales.

Il y a moyen de nous assurer une économie plus concurrentielle.

C'est dans cet esprit que je m'adresse à vous aujourd'hui. Car j'ai la ferme conviction qu'il y a moyen de nous assurer une économie plus concurrentielle, une main-d'œuvre plus productive et une prospérité durable. Nous sommes mieux placés que bien d'autres nations pour y parvenir.

Mais nous avons un problème, car, disons-le franchement, il me semble que nous vivons dans le passé.

L'économie canadienne est en grande partie enracinée dans le passé : la création de notre richesse repose largement sur nos ressources. Détrompez-vous, il n'y a rien de mal avec les minéraux, le pétrole et les produits de la forêt... Mais je crains que notre modèle d'affaires – qui consiste essentiellement à extraire et à vendre des matières premières non transformées – ne suffira pas à assurer notre prospérité dans la conjoncture internationale de demain.

Nous éprouvons de la difficulté à créer de la richesse à partir de l'innovation et des nouvelles technologies. Nos voisins du Sud excellent dans ce domaine, mais nous, de notre côté, ne prenons pas les moyens pour encourager et récompenser les découvertes. Nous ne disposons pas des conditions ni n'avons l'esprit d'entreprise qui sont

naturellement favorables à une société et à une économie fondées sur la recherche et l'innovation, et ce, même si nous savons – et que nos gouvernements reconnaissent – que ce sont là les gages de notre prospérité future.

Je peux vous donner quelques exemples remarquables de succès attribuables à l'innovation. On n'a qu'à penser à Research in Motion et à son fameux BlackBerry. Né il y a à peine dix ans, le BlackBerry est maintenant devenu à ce point omniprésent qu'il est facile d'oublier l'innovation qui se cache derrière. Et si nous sommes si fiers du succès de RIM, c'est précisément parce que c'est là un rare exemple d'innovation canadienne ayant créé une vraie richesse sur la scène internationale.

Le Canada affiche un indice d'innovation élevé au chapitre du rendement de la recherche, lequel est mesuré par le nombre et la qualité des articles scientifiques publiés. Cependant, nous nous classons moins bien quand vient le temps de matérialiser nos inventions – c'est-à-dire les faire breveter et transformer le fruit de nos recherches en produits commercialisables à l'échelle mondiale.

« Alimenter notre capacité de créer »

Ce manque à gagner a été mis en évidence pas plus tard que le mois dernier, dans le premier rapport public du Conseil de la science, de la technologie et de l'innovation du Canada. Créé en 2007, ce prestigieux comité compte parmi ses membres M^{me} Heather Munro-Blum, rectrice de l'Université McGill. Au sujet du rapport, elle déclarait (traduction libre) : « Nous devons travailler ensemble pour alimenter notre capacité de créer, de mettre en œuvre de nouvelles idées et de financer leur transformation en réussite commerciale à l'échelle mondiale. »

Je n'aurais pu dire mieux.

Parmi les 17 grandes puissances économiques mondiales, le Canada occupe le 13^e rang au chapitre

de l'innovation. Et nous nous classons ainsi dans le peloton de queue depuis les années 80. Nous avons même reculé au cours des trois dernières années. Autrement dit, par comparaison au reste du monde industrialisé, le Canada est moins innovateur, alors justement qu'il devrait l'être plus. Nous perdons même beaucoup de terrain dans le domaine des télécommunications – pendant longtemps un fleuron de l'innovation canadienne.

Je laisse à d'autres le soin de déterminer en quoi ce manque d'innovation affectera les secteurs traditionnels de notre économie. Je veux plutôt discuter de ses répercussions sur l'industrie biopharmaceutique, et, par voie de conséquence, sur notre économie et notre système de santé.

Permettez-moi d'abord de vous expliquer les défis auxquels notre secteur est confronté, et ce que cela veut dire pour l'avenir de la recherche et de l'innovation au Canada dans les sciences de la vie, pour notre système de santé et pour l'économie dans son ensemble. Puis, je vous présenterai des scénarios qui nous assureraient un avenir différent et – à mon avis – beaucoup plus prometteur.

La tempête parfaite

La recherche et l'innovation dans le domaine des sciences de la vie au Canada s'exposent à la tempête parfaite, la tempête qui pourrait sonner le glas d'un secteur phare de notre économie avec toutes les répercussions qui s'ensuivent.

Selon moi, les quatre facteurs suivants nous rendent vulnérables. Permettez-moi de vous les décrire brièvement.

Premièrement, nous nous situons actuellement à la fin d'un cycle d'innovation extraordinaire, qu'on pourrait qualifier d'âge d'or des produits pharmaceutiques d'origine chimique. Pendant 50 ans, nous avons mis au point des médicaments qui ont littéralement transformé les soins de santé, nous permettant de vivre plus longtemps et en meilleure santé.

Cela dit, au cours des trois prochaines années, un nombre sans précédent de brevets viendront à échéance dans l'industrie du médicament, ce qui éliminera du même coup plus de 25 % de nos revenus au Canada. Évidemment, ce n'est pas une surprise; nous le savions depuis longtemps; mais notre secteur se verra plongé dans une forte décroissance.

Le deuxième facteur, c'est que la recherche est plus difficile que jamais. Nous nous aventurons dans de nouveaux territoires, délaissant les produits chimiques au profit de l'univers fascinant des molécules biologiques, des thérapies géniques et des traitements ciblés visant des affections très complexes. Nous réalisons des choses incroyables – et ce n'est qu'un début – mais la transition reste difficile et coûteuse.

On n'a qu'à regarder le nombre de produits que l'industrie réussit à mettre à la disposition des patients. Au cours des trois dernières années, la FDA aux États-Unis a homologué seulement 60 nouvelles entités moléculaires – soit moins de la moitié qu'il y a dix ans. Donc, d'un côté, nous perdons de multiples brevets et les revenus qui y sont associés, et de l'autre, nous n'avons pas la nouvelle génération de molécules espérée. Et cela, ce n'était pas prévu...

Le troisième facteur de cette tempête parfaite qui menace l'innovation biopharmaceutique au Canada nous vient de l'étranger. À l'instar de bien d'autres secteurs, notre industrie est aujourd'hui totalement mondialisée. Par conséquent, si nous voulons attirer au pays des entreprises de calibre international, il faut être concurrentiel par rapport aux autres pays. Il y a trois semaines, j'ai participé à l'immense congrès annuel BIO 2009 à Atlanta. On aurait dit les Nations Unies. Le monde entier veut entrer dans le secteur des sciences de la vie, et la présence de nombreux leaders politiques – notamment les premiers ministres Charest et McGuinty ainsi que le ministre fédéral de l'Industrie, Tony Clement – témoigne d'un intérêt réel et d'une compréhension des enjeux.

Des pays émergents font d'énormes progrès

Comme dans les autres secteurs, des pays émergents tels que l'Inde et la Chine font d'énormes progrès et réussissent à attirer les investissements en misant sur le volume de leur marché et sur le potentiel croissant de leur main-d'œuvre et de leurs systèmes de santé.

Enfin, le dernier facteur est lié à notre attitude face à l'innovation. Plutôt que de récompenser et de reconnaître l'innovation, notre système de santé lui met des bâtons dans les roues.

Les chiffres sont éloquentes. Une étude a été réalisée l'an dernier par Wyatt Health Management sur 36 médicaments novateurs soumis à l'examen

des autorités aux fins de remboursement public dans 18 pays industrialisés.

En Europe, en moyenne 91 % des médicaments étaient remboursés, et aux États-Unis, c'est 88 %. Au Canada, seulement 61 % des médicaments ont obtenu une recommandation du Programme commun d'évaluation des médicaments, mais dans les faits, la proportion de médicaments remboursés par nos régimes provinciaux est beaucoup plus basse.

Moins de 1 médicament sur 5 est accessible

En fait, du nombre des 96 nouveaux médicaments soumis à l'examen du Programme commun d'évaluation sur une période de cinq ans, c'est au Québec qu'on en remboursait le plus en date de septembre dernier : soit 54. Comme le Québec ne participe pas au Programme commun d'évaluation des médicaments, il peut faire ses propres revues – ce qui témoigne d'un désir de reconnaître la valeur de l'innovation pharmaceutique. Pour leur part, le Manitoba et la Colombie-Britannique en payaient moins de 20. Cela veut dire, dans ces provinces, que moins de 1 médicament sur 5 nouveaux produits est accessible aux bénéficiaires des régimes publics d'assurance médicaments!

Deux provinces canadiennes, la Colombie-Britannique et la Nouvelle-Écosse, ont même adopté des politiques d'établissement de coûts en fonction de produits de référence. Ces politiques selon lesquelles le médicament le moins cher de sa catégorie fait l'affaire supposent nécessairement qu'aucun concurrent novateur ne sera remboursé.

En clair, ces gouvernements optent pour le produit le moins cher d'une classe thérapeutique donnée et freinent l'accès à tout nouveau produit.

Voilà donc les quatre facteurs qui pourraient provoquer la tempête parfaite que je redoute. Mais pour saisir l'ampleur des répercussions potentielles de cette tempête, il importe de comprendre l'interdépendance des acteurs du secteur de la recherche biopharmaceutique. Il ne s'agit pas seulement de grosses entreprises pharmaceutiques qui traversent une période difficile. C'est bien plus que cela.

Le secteur des sciences de la vie comprend non seulement les grandes pharmaceutiques, mais aussi les sociétés de biotechnologie et les universités, qui dépendent d'un apport continu de capitaux publics et privés pour poursuivre leurs activités. Et une

grande part de ces capitaux privés proviennent des entreprises du médicament, qui investissent en recherche et développement plus d'un milliard de dollars chaque année au Canada.

Les sociétés de biotechnologie et les universités créent des milliers d'emplois. Et leurs activités sont complémentaires à celles des grandes entreprises pharmaceutiques. D'ailleurs, le vrai défi, c'est d'arrimer le secteur en mettant l'expertise des uns au service des autres.

Mais la tempête parfaite que je vous ai décrite menace tout cela en diminuant sérieusement la capacité des entreprises à but lucratif d'investir dans la recherche et le développement au Canada. Le résultat? Un secteur considéré par plusieurs comme un pilier de notre avenir économique pourrait amorcer son déclin.

En fait, alors que le Canada se dit « pro-innovation », nos systèmes de santé nous envoient le message contraire en s'opposant au remboursement des nouveaux médicaments. Cela a deux conséquences : l'une pour les personnes malades et l'autre pour les investisseurs.

Seul un changement de paradigme pourrait nous sortir de l'impasse. Mais comment?

Le premier changement à faire en est un à long terme. Nous devons mettre en place les conditions qui, d'une part, encourageront nos enfants à poursuivre leurs études et, d'autre part, susciteront chez eux de l'intérêt et de l'enthousiasme pour les sciences et la technologie. En fait, il faudra réaffirmer l'importance de ce secteur dans l'économie de demain.

Un contexte favorable à l'innovation

Il nous faut également des politiques publiques qui encouragent dans son ensemble la création d'un contexte favorable à l'innovation. Par exemple, le Canada ne pourra pas se démarquer si son respect de la propriété intellectuelle est en deçà de celui en vigueur aux États-Unis et en Europe.

La Caroline du Nord constitue d'ailleurs un exemple intéressant à cet égard. Il y a 30 ans, les activités de fabrication dans cet État étaient centrées sur le textile et le meuble, deux secteurs qui n'allaient pas très bien. Ça vous dit quelque chose?

Pourtant, au cours des 10 dernières années, on a investi dans cet État – légèrement plus peuplé que le Québec – quelque 1,2 milliard de dollars américains dans le secteur biotechnologique : infrastructures,

activités de recherche, programmes de formation et mesures incitatives pour les entreprises. Aujourd'hui, on y dénombre environ 500 sociétés de biotechnologie qui emploient plus de 54 000 personnes. La Caroline du Nord est actuellement considérée comme le troisième centre de biotechnologie aux États-Unis, derrière la Californie et le Massachusetts.

Et pourquoi un tel succès? Cet État n'avait aucun avantage naturel de taille, à part quelques excellentes universités comme nous en avons au Québec. Ils ont réussi, car ils ont eu la volonté et la prévoyance de faire des choix difficiles et d'investir là où il fallait.

Des signes encourageants

Il y a cependant des signes encourageants ici, des signes qui nous permettent d'espérer pour l'avenir si nous prenons les devants. Chez Pfizer, nous investissons dans plusieurs projets cruciaux qui démontrent les avantages des partenariats et des collaborations public-privé.

Prenons par exemple le projet fédéral des 12 Centres d'excellence en commercialisation et en recherche. Ce type d'initiative a le potentiel d'accélérer la commercialisation des résultats de certains des travaux de recherche les plus prometteurs au Canada. Depuis l'an dernier, Pfizer a injecté 15 millions de dollars dans quatre de ces centres. Outre sa contribution financière, Pfizer investit temps et expertise afin d'appuyer ces partenaires, et du même coup le secteur canadien des sciences de la vie. Nous faisons en quelque sorte le lien entre le milieu universitaire et le monde des affaires. Voilà un exemple de l'arrimage auquel je faisais référence.

Il y a un autre accomplissement dont je suis particulièrement fier. Il s'agit d'un partenariat public-privé unique en son genre conclu ici même à Montréal : le Consortium québécois sur la découverte du médicament, ou CQDM. Outre Pfizer, les partenaires du secteur privé sont AstraZeneca et Merck Frosst, deux autres acteurs clés sur la scène pharmaceutique montréalaise. Du côté public, les partenaires sont le ministère québécois du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, le Fonds de la recherche en santé du Québec et le gouvernement fédéral.

Le CQDM est un lieu favorisant la synergie entre la recherche universitaire et la recherche

industrielle. Cette synergie naît de la création d'un réseau d'échanges et de collaboration entre les chercheurs des universités, des hôpitaux, des entreprises biotechnologiques et de la grande industrie pharmaceutique.

Le CQDM est un consortium de recherche précompétitive sur le médicament. Les projets qu'il finance n'ont pas pour but de développer de nouvelles molécules, mais ciblent plutôt la création d'outils et de technologies habilitantes visant à accélérer la découverte ou le développement de nouveaux médicaments. Ces technologies peuvent être, par exemple, la mise au point de tests prédictifs de toxicité ou d'efficacité, la modélisation et l'élaboration de nouveaux biomarqueurs.

Comme les travaux se font dans un climat de partenariat, on sait d'emblée que les projets de recherche viendront répondre aux besoins de l'industrie, et on accroît considérablement le potentiel commercial des résultats.

Le financement public de la recherche produit ainsi des résultats tangibles, avec une valeur marchande. Les gouvernements peuvent voir le rendement de leurs investissements, les entreprises privées sont en lien direct avec les courants de pensée d'un bassin accru de chercheurs, et les chercheurs peuvent espérer voir le fruit de leurs efforts se transformer en réalité commerciale. Au lieu de la tempête parfaite, nous obtenons la synergie parfaite qui profite à tous les intervenants – surtout aux patients qui sont, en fin de compte, les bénéficiaires de ces nouveaux traitements.

Ces progrès, nous les faisons en dépit du contexte défavorable dont je vous parlais plus tôt. Imaginez ce que nous pourrions faire de plus pour les patients et l'économie si on encourageait réellement la recherche et l'innovation.

Quelques réflexions additionnelles

J'aimerais terminer avec quelques réflexions additionnelles – radicales, peut-être – sur la façon dont les gouvernements et l'industrie du médicament pourraient et devraient travailler plus étroitement pour « cocréer » les conditions qui encourageront l'innovation au profit des patients.

J'aimerais proposer une autre façon de faire. Oublions les disputes entre les gouvernements et l'industrie pharmaceutique, et entendons-nous sur un système qui encourage à la fois l'innovation et le bon usage des médicaments – un système qui repose sur le principe que l'innovation est

souhaitable, puisqu'elle profite autant aux patients qu'au système de santé quand elle est utilisée à bon escient.

Nous pouvons cocréer un tel système. Pour ce faire, il faut un mécanisme de dialogue franc et constructif entre les payeurs, les médecins et les innovateurs qui permettra d'établir avec objectivité la valeur que comporte un nouveau médicament

**À quels domaines
voulons-nous être
associés dans 50 ans?**

pour les patients et de s'entendre sur des politiques de remboursement fondées sur le bon

usage. Cet examen devra se faire en parallèle avec l'évaluation de l'innocuité et de l'efficacité de Santé Canada – et non après.

Par conséquent, quand un nouveau médicament serait homologué par Santé Canada, il pourrait immédiatement être remboursé par les provinces. Pour leur part, les patients auraient accès aux médicaments plus rapidement, et le secteur disposerait d'un modèle d'affaires plus prévisible. On enverrait ainsi un message « pro-innovation » au monde entier.

En complément, je recommande aussi une réévaluation périodique du bon usage avec les

payeurs, les médecins et les patients. Ces réévaluations tiendraient compte des nouvelles données et des nouvelles indications et permettraient d'éliminer tout usage inapproprié.

Rappelons que ce ne sont pas tant les médicaments qui coûtent cher – c'est leur mauvais usage. En nous assurant que les bons médicaments sont prescrits aux bonnes personnes en temps opportun, l'État pourra diminuer ses coûts de santé, les patients seront gagnants et nous assurerons la prospérité future du pays en renforçant le secteur des sciences de la vie.

Je crois sincèrement que nous pouvons « cocréer » un système qui ferait du Canada un leader mondial en recherche, en innovation et en santé. Je veux être partie prenante de ce changement, tout comme Pfizer, et je suis convaincu qu'ensemble, nous avons les moyens et la motivation pour faire avancer les choses.

Notre pays a des choix à faire. À quels domaines voulons-nous être associés dans 50 ans? Quels seront les piliers de notre économie? Voilà les vraies questions.

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de vous faire connaître ma vision, et je vous souhaite à toutes et à tous santé et prospérité.